



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Lille, le 06/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORTANKING

RN 17

Lieu-dit "Le Bois des Mottes"

62880 Annay

Références : 03/09/2024

Code AIOT : 0007000799

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2024 dans l'établissement NORTANKING implanté RN 17 Lieu-dit "Le Bois des Mottes" BP 5 62880 Annay. L'inspection a été annoncée le 12/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORTANKING
- RN 17 Lieu-dit "Le Bois des Mottes" BP 5 62880 Annay
- Code AIOT : 0007000799
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt d'Annay-sous-Lens est spécialisé dans le stockage d'hydrocarbures (gazole et fuels). Les activités exercées consistent à : • la réception des produits pétroliers par camions ou barge ; • le stockage des hydrocarbures dans 9 des 12 réservoirs aériens du site (capacité de stockage de 50000m³) ; • l'additivation des produits en ligne ; • le remplissage des camions-citernes pour la distribution vers les clients. Le site couvre une superficie d'environ 70 ha, il est bordé au nord par le canal de la Deûle et par la nationale 17 au sud. L'établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 04/05/1984 délivré au bénéfice de la société DPCA. La société NORTANKING a repris l'exploitation de l'établissement en mars 2004 (récépissé du 18/03/2004). L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités mentionnées à la rubrique 47xx. Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) a été approuvé par arrêté préfectoral du 05/04/2013, il porte sur le territoire des communes de Annay-sous-Lens, Pont à Vendin et Estevelles. Le Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été approuvé par arrêté préfectoral du 24/09/2013.

Thèmes de l'inspection :

- SGS
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Documents Qualité et Lien PM2I – SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
6	Mises à jour des recensements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
10	Examen d'un dossier de réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Organisation de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Sans objet
3	Recensement des équipements soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet
4	Recensement des équipements soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
5	Recensement des équipements	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	soumis au PMII		
7	Suivi des échéances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Sans objet
8	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
9	Modalités de suivi des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-2, 29-3 et 29-4	Sans objet
11	Dossier et contrôles PMII d'une rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
12	Réexamen quinquennal de l'étude de danger	AP de Mise en Demeure du 15/03/2023, article 1er	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection porte sur le Plan de Modernisation des Installations Industrielles. Globalement, la thématique est plutôt bien traitée par l'exploitant. On note tout une même quelques manquements, notamment l'absence des dernières visites de routine des réservoirs de stockage et surtout une absence notable de formalisation du suivi des actions correctives. En ce qui concerne les visites de routine, l'exploitant a vite réagi en réalisant une campagne d'inspection des bacs dans les jours suivant l'inspection. Pour ce qui est du suivi des actions correctives, il lui est demandé de reprendre avec la plus grande rigueur l'établissement des Programmes de Sécurité au travers des fiches référencées I-SGS/02. En outre, des actions correctives sont attendues quant à la révision de certains documents. On retiendra également la transmission au 23/10/2024 d'une version amendée de la notice de réexamen de l'étude de dangers, qui fera l'objet d'un rapport distinct.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi PMII
Prescription contrôlée : Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima : - le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 (...) ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 (...) ; le recensement

des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression ; et

- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis.

Constats :

Sur l'établissement NORTANKING d'Annay-sous-Lens, la mise en œuvre et le suivi du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PMII) relèvent du responsable d'exploitation. Dans ce domaine, les missions du Responsable d'exploitation consistent notamment en :

- la définition et l'actualisation du périmètre du PMII ;
- la définition et la formalisation des modalités de contrôles ainsi que le suivi des échéances ;
- la supervision des contrôles, l'analyse des rapports et le suivi des actions correctives.

La suite des constats de ce point de contrôle comporte des données sensibles au sens de l'Instruction du Gouvernement du 12/09/2023 et figure en annexe non diffusable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Documents Qualité et Lien PM2I – SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Documents Qualité et Lien PM2I – SGS

Prescription contrôlée :

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima :

- le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 (...) ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 (...) ; le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression ; et

- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions

correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis.

Constats :

Le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) mis en place par l'exploitant repose sur le document cadre libellé M-SGS_01 Manuel de gestion de la sécurité dont la dernière révision date du 1er avril 2016. L'inspection signale, à titre d'observation, que la date de révision du document pose question quant à sa mise à jour. Par ailleurs, Il est regrettable de constater que ce document ne mentionne ni le Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PMII), ni les arrêtés ministériels des 15/03/2000, 03/10/2010 et 04/10/2010.

Le document fait toutefois référence à différentes procédures qui traitent des actions relevant du PMII sans y faire référence. C'est notamment le cas des procédures relatives à l'animation sécurité (Procédure P-SGS/03), à la Gestion des dossiers (procédure P-SGS/04) et aux actions correctives et préventives (Procédure P-ACP/005). L'aspect PMII est cependant nettement mieux traité au travers des procédures d'exploitations suivantes :

- P-ACP/16 : Inspection des bacs : Visite de routine ;
- P-ACP/17 : Inspection des bacs en exploitation ;
- P-ACP/18 : Inspection des bacs hors exploitation ;
- P-ACP/19 : Inspection des cuvettes ;
- P-ACP/20 : Inspection des tuyauteries ;
- P-ACP/21 : Gestion des MMR.

Globalement, ces dernières procédures abordent l'aspect PMII d'une manière relativement satisfaisante. Néanmoins, s'agissant d'un établissement classé Seveso Seuil Haut, on pourrait s'attendre à un formalisme plus abouti.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de s'assurer de la mise à jour du document " M-SGS_01 - Manuel de Gestion de la sécurité " dont la révision n°6 est datée du 01/04/2016. En outre, l'exploitant doit réviser le document en question afin que celui retrace de façon lisible les actions mises en place dans le cadre du PMII. Le document peut facilement renvoyer à une procédure cadre traitant la thématique, laquelle peut faire référence aux documents existants (notamment les procédures d'exploitation référencées P-ACP/XX ainsi qu'aux fiches et aux tableaux "RCS" Réclamation - Constat - Suggestion).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Recensement des équipements soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PMII - Réservoirs

Prescription contrôlée :

<p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.
<p>Constats :</p> <p>Pour son établissement d'Annay-sous-lens, NORTANKING recense neuf réservoirs aériens cylindriques verticaux dédiés au stockage d'hydrocarbures. Actuellement, seuls les bacs 21, 22, 23, 24 et 32 sont utilisés. Les autres bacs sont vides et dégazés. A noter que l'installation comporte également trois cuves de stockage d'additifs. En raison de leurs caractéristiques (volumes maxi et/ou réservoirs horizontaux), ces stockages n'entrent pas dans le champ du PMII.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Recensement des équipements soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PMII – Tuyauteries et capacités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation</p>

de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...).

Constats :

Pour son établissement d'Annay-sous-lens, NORTANKING recense 27 tuyauteries suivies au titre du PMII.

Ce recensement a été fait à partir du plan des installations, il englobe les tuyauteries de transfert d'hydrocarbures :

- entre le quai et la pompe de dépotage ;
- entre la pompe de dépotage et les réservoirs de stockage ;
- entre les réservoirs et la pompe de chargement ;
- entre la pompe de chargement et le quai de chargement des camions.

Aucune capacité n'est recensée au titre des alinéas 1,2 et 3 de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

Les tuyauteries ont été contrôlées le 20/09/2019 par l'Institut de soudure (agence de Cuincy). L'exploitant a fourni les 27 rapports de contrôle associés. Ces rapports n'ont fait l'objet d'aucune analyse détaillée de l'Inspection. A titre d'observation, l'Inspection remarque que les rapports sont signés par le prestataire mais qu'il manque la signature des représentants de l'exploitant (seuls leurs noms sont mentionnés).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection rappelle à l'exploitant que lorsqu'un document mentionne la signature de l'exploitant ou de son représentant, celle-ci doit y être portée. L'inspection appelle également l'exploitant à se questionner sur la périodicité du contrôle périodique des tuyauteries, en écho à la demande formulée au point de contrôle n°2, l'Inspection demande à l'exploitant de détailler la procédure de contrôle des tuyauteries (périmètre, modalités, périodicité des contrôles, suivi des actions correctives...), au travers de son manuel SGS ou des documents qui lui sont associés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Recensement des équipements soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PMII – Massifs et cuvettes

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10

<p>m³ ; et</p> <ul style="list-style-type: none"> - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
<p>Constats :</p> <p>Pour son établissement d'Annay-sous-Lens, le périmètre du PMMI porte sur neufs massifs de réservoirs et trois cuvettes de rétentions. L'installation ne comporte pas de pont de tuyauteries, ni de caniveaux en béton ou de fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Mises à jour des recensements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mises à jour des équipements PMII</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> <p>Elles permettent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 (...) - le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 (...) - le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression et (...).
<p>Constats :</p> <p>Le SGS et les différentes procédures du périmètre PMII qui lui sont associées ne prévoient pas de mise à jour systématique du recensement des équipements soumis au PMII. A minima, il serait opportun que la question de la soumission d'un équipement au PMII soit abordée dans la procédure P-SGS_09 : Gestion des modifications.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de revoir son SGS en y incluant l'actualisation du recensement des équipements suivis, au titre :</p>

- des arrêtés ministériels des 03 et 04 octobre 2010 ;
- de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 (lequel a abrogé l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Suivi des échéances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi PMII

Prescription contrôlée :

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima :

(...)

- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis.

Constats :

Les différentes échéances, notamment en ce qui concerne le contrôle des réservoirs (visites de routine, visites quinquennales et décennales), des massifs de réservoir, des rétentions et des tuyauteries sont suivies au moyen de tableaux : "Suivi du Programme Annuel Sécurité" document sous référence I-SGS/02. Les Programmes Annuels Sécurité ont été vu pour les années 2018, 2019 et 2020. L'inspection s'étonne que sur les trois documents, une seule action corrective (réparation d'un muret en sous-cuvette 11 en août 2019) ne soit mentionnée.

En outre, suite à l'arrêt maladie du chef de dépôt, le suivi PMII a été abandonné depuis 2021. A noter toutefois, qu'à l'exception des visites de routine des réservoirs, les échéances des inspections des rétentions, des massifs et des tuyauteries sont respectées. Les inspections quinquennales et décennales des réservoirs ont également été réalisées dans les temps.

A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant s'est engagé à conduire des visites de routine sur l'ensemble des réservoirs. Les rapports d'inspection des bacs ont été transmis par courriel en date du 23/09/2024. Ces derniers n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection appelle l'exploitant à reprendre le suivi du plan de modernisation des installations industrielles avec la plus grande rigueur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Plan d'inspection des réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formalisation du suivi PMII des réservoirs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les neufs bacs recensés dans le périmètre du PMII sont des bacs de stockage de liquides inflammables. Actuellement, seuls 5 bacs sont exploités et stockent du GNR, du Gazole et du Fioul. Le plan d'inspection des bacs est constitué de différentes types d'inspections , à différentes fréquences, suivant les préconisations du guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens DT94. Chaque vérification peut être suivie de constatations ou remarques alors reprises dans un plan d'action par le biais des fiches de Réclamation Constat Suggestion (RCS) permettant un suivi des actions correctives. Le suivi des échéances est assuré au travers des tableaux I-SGS/02 : Programme de Sécurité pour l'année en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Modalités de suivi des réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-2, 29-3 et 29-4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi PMII</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. (...) L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.</p> <p>29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.</p> <p>29-4. (...) Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la</p>

criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

Constats :

Les modalités de contrôle des réservoirs sont détaillées dans les procédures :

- P-ACP/016 - Inspection des bacs : Visite de routine ;
- P-ACP/017 - Inspection des bacs en exploitation ;
- P-ACP/018 - Inspection des bacs hors exploitation.

Ces procédures mentionnent une fréquence de contrôle annuelle pour les visites de routine, quinquennale pour les visites en exploitation et décennale pour les inspections hors exploitation. Chacune des procédures fait référence au document technique DT94 : Guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux. Le suivi des échéances est normalement assuré au moyen du programme sécurité pour l'année en cours (document I-SGS/02).

Seules les visites de routine sont réalisées en interne. Les inspections quinquennales et décennales sont confiées à une entreprise extérieure (Institut de soudure depuis 2020). Les rapports de contrôle sont archivés dans des classeurs (un classeur par réservoir) et/ou stockés sous format numérique.

Les actions correctives sont reprises dans un plan d'action par le biais des fiches de réclamation constat suggestion (RCS). Ces fiches sont archivées dans chaque classeur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Examen d'un dossier de réservoir

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28

Thème(s) : Risques accidentels, Etat initial des réservoirs soumis au PMII

Prescription contrôlée :

Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :

- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;
- volume du réservoir ;
- matériaux de construction, y compris des fondations ;
- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;
- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;
- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;
- dates, types d'inspection et résultats ;
- réparations éventuelles et codes utilisés.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

En séance, l'Inspection a consulté par sondage les classeurs relatifs aux bacs 22, 23 et 33. A noter que ce dernier est à l'arrêt depuis la fin d'année 2022. Chacun des classeurs reprend :

- l'état initial du réservoir (reprenant l'ensemble des éléments attendu à l'exception de l'historique des produits stockés) ;
- les différents rapports d'inspection ;
- le suivi des travaux : actions correctives ou actions de maintenance conduites sur le réservoirs.

En outre, l'exploitant dispose d'un tableau reprenant les dates des différentes inspections pour l'ensemble des réservoirs. Par sondage dans le fichier de suivi de l'exploitant, il a été relevé la réalisation des inspections suivantes :

	Visites de routines	Inspections externes détaillées	Inspections hors exploitation détaillées
Bac 22	Janvier 2020 Janvier 2021 Mars 2022	juin 2015 octobre 2020	Octobre 2012 Septembre 2021
Bac 23	Août 2019 Août 2020 Août 2021	octobre 2015 octobre 2020	Octobre 2012 Mars 2018
Bac 33	Août 2019 Août 2020 Août 2021	octobre 2015 octobre 2020	Octobre 2012 Janvier 2018

Comme précédemment signalé, on relève une absence de visite de routine en 2022 / 2023. D'après l'exploitant, ces contrôles faisaient partie des actions courantes d'exploitation et de maintenance du dépôt, mais suite au départ du chef de dépôt, aucun rapport de visite n'a été rédigé.

En outre, malgré la présence des informations, il est apparaît difficile de faire le lien entre les rapports de contrôle existants et le suivi des actions correctives. Cela est dû à un manque d'exhaustivité des Programmes de Sécurité et à leur abandon partiel depuis 2021/2022 toujours lié à l'arrêt maladie du chef de dépôt.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de reprendre scrupuleusement la rédaction des Programme de Sécurité au travers des documents référencés I-SGS/02. Le document doit permettre la

planification des différentes inspections ainsi que le suivi des actions correctives. En outre, l'exploitant doit mettre en place un document retraçant, pour chaque bac, l'historique des produits stockés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Dossier et contrôles PMII d'une rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des massifs et rétentions associés aux réservoirs soumis à PMII
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; - (...). <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dépôt compte trois cuvettes de rétention. Seules deux d'entre elles accueillent des réservoirs de stockage. Pour chaque rétention, l'exploitant tient à jour un classeur reprenant les plans, les caractéristiques de l'ouvrage et l'historique des interventions réalisées sur celui-ci (inspections, maintenance et réparations éventuelles).</p> <p>Les rétentions font l'objet d'inspection annuelle par la société REACTIF CONSULTANTS. Les cuvettes 11 et 13 ont fait l'objet d'inspections les 25/04/2023 et 18/04/2024. Les rapports pour les interventions en date du 18/04/2024 ont été consultés. Ces derniers font état de dégradations jugées modérées (fissures, écaillage, dégradation de joints) et nécessitant un entretien spécialisé (désordre D2).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à planifier les réparations à mettre en œuvre au niveau des rétentions afin de lever les désordres observés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Réexamen quinquennal de l'étude de danger

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/03/2023, article 1er

Thème(s) : Risques accidentels, Complétude de la notice de réexamen

Prescription contrôlée :

La société NORTANKING, dont le siège social est RN 17, lieu-dit « Le bois des Mottes » BP 5 - 62880 Annay-sous-Lens, est mise en demeure pour son établissement sis à la même adresse, de respecter les dispositions de l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 28/02/2018, en :

- adressant au Préfet la notice de réexamen dans laquelle il conclut sur la nécessité de réviser l'étude de dangers, de la mettre à jour ou alors sur l'absence d'éléments de nature à remettre en cause le contenu de la précédente version ;
- joignant à la notice de réexamen le cas échéant, la révision de l'étude de dangers ou sa mise à jour.

La notice de réexamen et l'éventuelle révision ou mise à jour de l'étude de dangers devront être transmises au Préfet dans un délai n'excédant pas deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

A l'issue de l'inspection du 30/11/2023, une demande de compléments de la notice de réexamen a été formulée à l'exploitant. Les compléments étaient attendus pour le début d'année 2024, un délai complémentaire a été accordé au bureau d'études Andine reportant la transmission des compléments début juin 2024. Ceux-ci ont finalement été transmis par courriel en date du 13/06/2024. Néanmoins, ils demeurent insatisfaisants. Au 19/09/2024, le bureau d'études a transmis une troisième version du document attendu. Si la partie relative au PMII est désormais traitée de manière globalement satisfaisante, les éléments ci-dessous repris demeuraient toutefois insuffisamment développés :

- les évolutions des référentiels professionnels de bonnes pratiques en matière de sécurité ;
- les nouvelles technologies disponibles en matière de MMR ;
- les défaillances éventuelles des MMR ;
- Les retours d'expérience des exercices de mise en œuvre des POI et des PPI.

Par courrier électronique en date du 23/10/2024, l'exploitant a apporté les compléments attendus. Le réexamen de l'étude de danger fera l'objet d'un prochain rapport.

Type de suites proposées : Sans suite